



CARTE NATIONALE D'IDENTITÉ

Une trentaine de centres ouverts à Brazzaville

Dans l'objectif de permettre aux citoyens en âge de détenir une carte nationale d'identité de s'en procurer sans difficultés et sans payer, le ministre de l'Intérieur, de la Décentralisation et du Développement

local, Raymond Zéphirin Mbolou, a annoncé l'installation d'une trentaine de centres d'enrôlement dans les postes de police, les commissariats et les mairies d'arrondissement de Brazzaville. [Page 5](#)



Spécimen de la carte nationale d'identité

MÉDIAS

La presse écrite impactée par la crise du papier



Le reste des réserves de bobines d'une imprimerie Adiac

Les imprimeries nationales éprouvent des difficultés d'approvisionnement en papier journal du fait de l'augmentation des prix. Les responsables de ces industries plaident pour une exonération des droits de douane de ce produit importé essentiellement d'Europe, d'Asie et d'autres pays d'Afrique. La situation devenant de plus en plus complexe a causé la disparition de plusieurs titres et a mis en arrêt certaines imprimeries. « On s'arrange à avoir un stock disponible pour des commandes urgentes », a déclaré Daniel Ilonga, responsable technique de l'Imprimerie Ayessa, à Brazzaville. [Page 3](#)

PARTENARIAT

La MEB loue les actions de l'association « Viens et Vois »



La remise de trophées à la délégation de la MEB/Adiac

En séjour de travail à Brazzaville, la délégation de la Mission évangélique braille (MEB), conduite par Alexandrine Meunier, a apprécié positivement, le 17 janvier au cours d'une conférence de presse, les actions de l'association

« Viens et Vois ». La cheffe de la délégation a salué la concrétisation des projets inscrits dans le cadre de l'école inclusive « Emmaüs » et a défini ses missions pour les années à venir au Congo. [Page 7](#)



Les participants aux travaux

SÉCURITÉ MARITIME

La CEEAC pour une politique régionale intégrée

Les experts du Comité technique spécialisé de la défense, la sûreté et la sécurité ainsi que les acteurs du secteur maritime et connexes membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) ont posé à Kinshasa, en République démocratique du Congo, les bases de la mise en place d'une politique maritime intégrée.

Selon le président de la Commission de la CEEAC, Gilberto Da Piedade Verissimo, l'objectif est d'aider « cette communauté à disposer d'un ins-

trument lui permettant de faire face aux enjeux de développement économique intégré dans le cadre de la sûreté et la sécurité des intérêts vitaux en mer et dans les eaux continentales des Etats membres ». [Page 16](#)

ÉDITORIAL

ÉDITORIAL

Passage à vide

La boxe est reconnue au Congo comme un sport amateur. Ces dernières années, ses dirigeants multiplient les stratégies pour lui donner une autre dimension. En témoigne la mise en place d'une ligue professionnelle. L'idée n'est pas mauvaise en soi. Le temps de l'apprentissage étant terminé pour certains pugilistes, il fallait bien tenter l'expérience, estiment les dirigeants. Mais une ligue professionnelle n'a de la valeur que lorsque ses athlètes progressent au classement continental ou mondial. Conquérir ou défendre une ceinture à un prix, surtout dans le pays comme le nôtre où les promoteurs sont rares.

Pour un début, le coup de pouce est venu d'ailleurs. Il y a trois ans, l'ancien champion du monde Mukadi Manda, de la République démocratique du Congo, a tendu la main aux boxeurs congolais soulignant qu'ils avaient exactement le niveau souhaité. Sur le ring, les athlètes brazzavillois ont justifié la confiance placée en eux au cours des tout premiers combats organisés en 2019 au gymnase Nicole-Oba, sous le label Universal boxing organization. Des ceintures remportées par les Congolais ont marqué non seulement le début d'une carrière mais aussi un tournant pour la discipline qui faisait ses débuts dans le circuit professionnel. Après, plus rien. Les nationaux vont traverser un long passage à vide.

Pas surprenant. Pour réussir dans ce type de challenge, l'athlète doit, en effet, bénéficier de l'appui des sponsors et donateurs. Sur place, il y a une carence réelle des managers capables de vendre ou présenter le « produit » auprès des promoteurs. Cette situation résume assez bien les difficultés à réussir une carrière professionnelle. Pour les boxeurs, seul l'amour qu'ils ont pour ce noble art leur permettra de garder un mince espoir. Avec un peu de suivi, les jeunes boxeurs congolais auront assurément une raison supplémentaire de se positionner comme successeurs d'un ancien champion qui les a fait rêver du nom d'Anaclet Wamba.

Les Dépêches de Brazzaville

DÉSENCLAVEMENT DE L'ILE MBAMOU

Une route en pavé pour relier Lissanga à Kitengué

A l'initiative de la députée de la circonscription électorale unique de l'île Mbamou, Esther Ahissou Gayama, le cabinet Viya Services a restitué le 17 janvier à Brazzaville les études de faisabilité qu'il a menées sur la route Lissanga-Kitengué, longue de 9 km.

L'aménagement de la route en pavé reliant les villages Lissanga et Kitengué permettra de désenclaver le district insulaire, surtout ces deux localités difficiles d'accès. « Cette route s'imposait comme une nécessité, ce n'était pas une promesse, c'était un engagement que nous avons pris pendant les campagnes électorales. Ce serait les premiers axes de notre mandat », a rappelé Esther Ahissou Gayama. Devant une poignée des habitants de l'île Mbamou et leur députée, le responsable études à Viya Services, Trésor Aloula, est revenu sur les conclusions de cette étude. Une étude qui a passé au peigne fin tous les paramètres pouvant nuire ou favoriser l'aménagement de cette route qui se fera par pavage. « En vue d'une certitude sur le dimensionnement des ouvrages d'équilibre et bassins versants, les observations en période de crue après plusieurs intempéries constatées sur l'île afin de mieux apprécier l'écoulement des eaux ont été réalisées avec succès. En vue d'apprécier les conséquences de toute nature liées au projet d'aménagement et de revêtement de la route Lissanga-Kitengué, l'étude d'impact environnemental et sociétal a été menée pour limiter, atténuer ou compenser les effets négatifs susceptibles de surgir ou faire l'objet du non-aboutissement dudit projet », a-t-il rassuré.

Le projet pour l'aménagement d'une



Esther Ahissou Gayama suivant la restitution de l'étude en présence des représentants de la population de l'île Mbamou/Didier

route moderne reliant Lissanga à Kitengué est important pour les habitants de cette sous-préfecture du département de Brazzaville. « La terre de l'île Mbamou est très riche, on y trouve toute sorte de légume et même beaucoup de fruits. Il n'y a pas moyens d'évacuer ces produits sur Brazzaville, faute de route », a déclaré Joseph Ofounga, un habitant de l'île Mbamou. Esther Ahissou Gayama qui dispose désormais des arguments nécessaires pour convaincre les partenaires connaît aussi la place de sa circonscription électorale dans le ravitaillement des marchés de Brazzaville. « Quand vous arrivez à Dragage, quand vous achetez le poisson, les champignons le soir, sachez que c'est l'île Mbamou qui est en réalité le grenier de Braz-

zaville et de ses marchés. Donc, nous ne pouvons qu'appuyer et rassurer la population de l'île Mbamou de ce que l'Etat, effectivement, accompagnera ce projet jusqu'au bout », a-t-elle conclu. Le ministère en charge de l'Aménagement du territoire, maître d'ouvrage de ce projet en gestation, a estimé que la construction de la route Lissanga-Kitengué pourrait être inscrite au budget d'investissement exercice 2024. « Nous allons nous battre pour inscrire ce projet dans le budget d'investissement en attendant l'évaluation de son coût », a laissé entendre le représentant du ministère de l'Aménagement du territoire, des Infrastructures et de l'Entretien routier, à cette rencontre.

Parfait Wilfried Douniama

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Gombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Sociétés : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chef de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Duryl Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint

Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

IMPRIMERIE

Le gouvernement appelé à exonérer le papier journal

Le secteur de l'imprimerie au Congo est durement impacté par la flambée du prix du papier sur le marché international. Cette hausse des coûts des importations des rouleaux a conduit les imprimeurs à augmenter leurs factures de tirage des journaux et ouvrages. De nombreuses voix s'élèvent parmi les éditeurs pour solliciter du gouvernement des exonérations des droits de douane sur les papiers.

Les imprimeurs nationaux sont confrontés à la fois à l'augmentation du prix du papier et à des difficultés d'approvisionnement en bobines. En plus des prix galopants de la matière première, ils peinent à obtenir des commandes auprès des gros fournisseurs à l'étranger. L'essentiel des importations congolaises de papiers provient principalement de l'Europe et de la République démocratique du Congo (RDC).

Les stocks sont souvent insuffisants pour satisfaire la demande des clients, malgré les précautions prises par les patrons des imprimeries. À l'instar d'autres éditeurs installés à Brazzaville (une dizaine environ), l'Imprimerie nouvelle du Congo est presque en rupture de stocks, alors que d'habitude elle faisait des stocks de papier pour une année entière. Depuis plusieurs semaines, cet industriel imprime avec du papier bond offset très coûteux par rapport au papier journal, a confié Léon Junior Moranga, le directeur commercial de l'Imprimerie nouvelle du Congo.

Face aux livraisons de papiers qui deviennent de moins en moins disponibles, les imprimeurs congolais tentent le tout pour le tout afin de sauver leurs activités. C'est le cas de l'Imprimerie Ayessa qui s'est engagée à diversifier ses fournisseurs.

« On s'arrange à avoir un stock disponible pour des commandes urgentes. Et pour ne pas être en rupture de stock, on a tissé de partenariat avec les fournisseurs un peu partout, notamment à Kinshasa, en RDC. S'il n'y a plus de papiers, on considère que la société est fermée », témoigne Daniel Ilonga, le responsable technique de l'Imprimerie Ayessa.

Sauver la presse congolaise en souffrance

Les nombreuses tentatives des éditeurs n'ont pas permis jusqu'alors de juguler la pénurie de papiers et de baisser les coûts de tirage de journaux. Pour Léon Junior Moranga, seule l'intervention de l'État peut aider à relancer l'industrie de l'imprimerie et sauver la presse congolaise en souffrance. « Il faut que l'État puisse exonérer les importations de papiers, comme il l'a fait pour les produits alimentaires. Ces allègements fiscaux-douaniers vont nous permettre de continuer à importer des bobines, afin que les journaux continuent de paraître », a lancé ce dirigeant.

En effet, les journaux locaux sont les principales victimes de la crise de papier journal observée depuis plus de deux ans. Si certains titres comme le quotidien Les Dépêches de Brazzaville



Le reste des réserves de bobines d'une imprimerie/Ayessa

sont imprimés avec du papier offset (blanc) à volume réduit, d'autres, par contre, ont cessé purement et simplement de paraître. Cette crise de papier journal vient aggraver le sort des journaux congolais déjà affaiblis par la baisse des ventes et la rareté des annonceurs.

Sur le marché international, le

prix du papier est loin de s'améliorer depuis la forte hausse enregistrée à partir de janvier 2021 suite à la pandémie de covid-19. L'augmentation du prix a provoqué, d'après les experts, la hausse considérable du prix des matières premières (bois de pin, bouleau, épicéa), conjuguée à une raréfaction du papier recy-

clé et à un prix de l'énergie très haut. En Europe, par exemple, beaucoup d'usines ont fermé et d'autres choisissent de mettre certaines machines à l'arrêt, plutôt que de les faire tourner à perte. En ce début 2023, les prix des imprimés vont augmenter de 4 % à 10 %.

Fiacre Kombo

SECRETARIAT GÉNÉRAL DE LA CICOS

Enaw Judith Efundem Agbor passe le témoin à Marie Thérèse Itongo

Marie Thérèse Itongo a été installée, le 12 janvier, dans ses nouvelles fonctions de secrétaire générale de la Commission internationale du bassin Congo-Oubangui-Sangha (Cicos), pour un mandat de cinq ans.

La prise de fonctions de la nouvelle secrétaire générale fait suite à la décision de la sixième session du Comité des ministres de la Cicos tenue en décembre 2022, à Brazzaville, qui avait décidé que la passation ait lieu le 12 janvier à son siège, à Kinshasa.

Marie Thérèse Itongo, enseignante de géographie (géo-



La séance de passation de service/DR

morphologie) à l'Université Omar-Bongo de Libreville, remplace à cet effet Mme

Enaw née Judith Efundem Agbor, après sept ans de service à Kinshasa en qualité de secré-

taire générale de la Cicos. Etaient présents à la cérémonie, les ambassadeurs des

pays membres de la Cicos, des membres de cabinets ministériels (ministère de l'Énergie et de l'Hydraulique du Congo, ministère de Transport du Gabon et du ministère de l'Environnement et du Développement durable de la République démocratique du Congo), de l'ensemble du personnel de la Cicos.

La cérémonie s'est déroulée sous le patronage du ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique du Congo, président du Comité des ministres de la Cicos, Emile Ouosso.

Guillaume Ondze

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

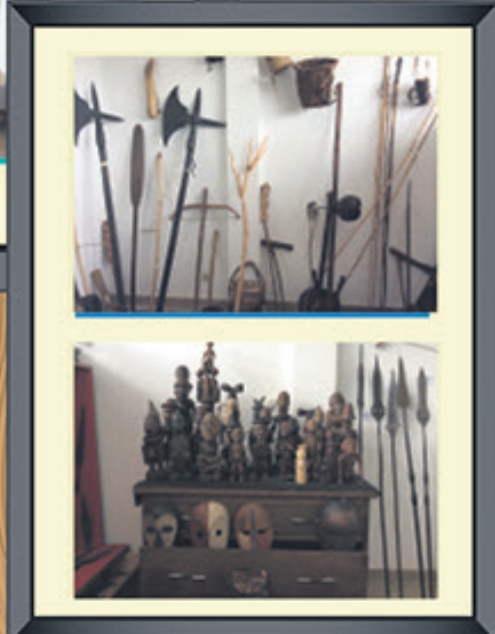
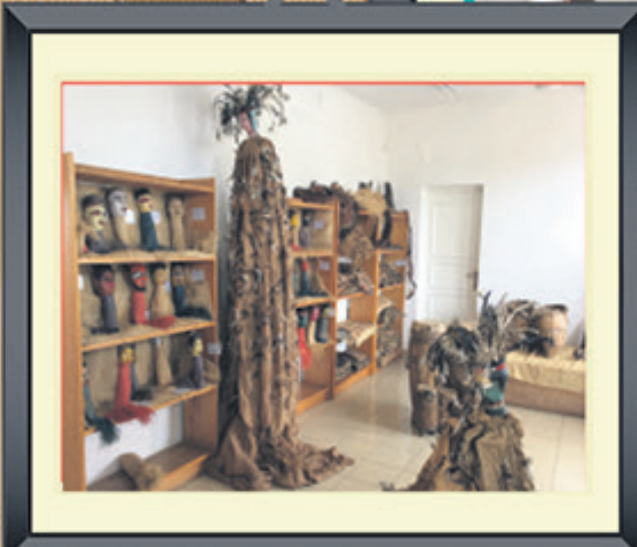
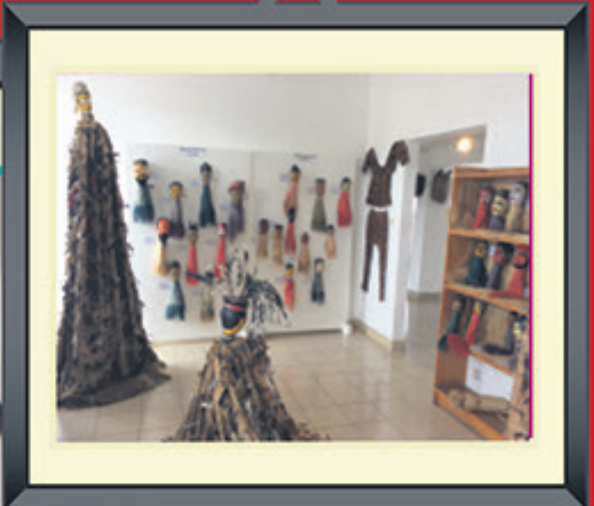
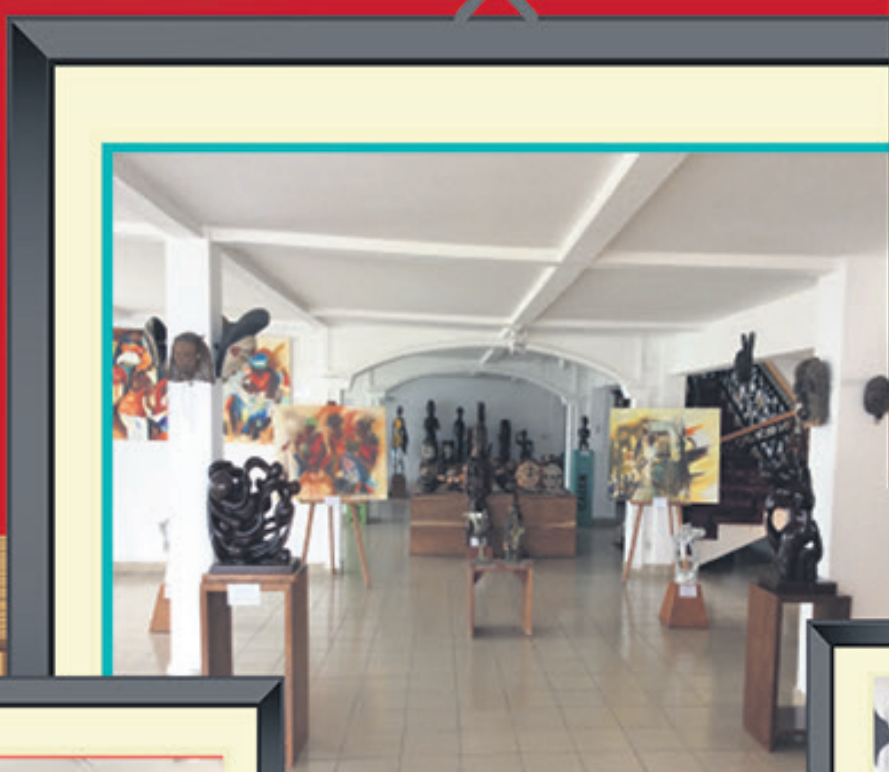
SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE

Musée du Bassin du Congo



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo.

OBTECTION DE LA CARTE NATIONALE D'IDENTITÉ

Une trentaine de centres ouverts à Brazzaville

Dans un communiqué du 16 janvier à Brazzaville, la direction de l'identification civile a publié les antennes d'enrôlement par arrondissement dans la capitale. Une manière de permettre aux demandeurs de la carte nationale d'identité d'en obtenir facilement, les centres habituels étant ainsi désengorgés.

« L'obtention de ladite carte demeure gratuite », souligne le document, signé du préfet, directeur de cabinet du ministère de l'Intérieur, de la Décentralisation et du Développement local, Séraphin Ondele.

Makélékélé : commissariat central d'Angola libre ; Tribunal coutumier Terrikyo ; PSP Diata. Bacongo : la mairie; PSP Mpissa. Poto-Poto : la mairie ; Commissariat de police près du marché Poto-Poto; PSP Mbochi. Mougali : la mairie ; PSP 10 francs ; PSP Plateaux et la frontière. Ouenzé : commissariat de police de l'arrondissement 5 ; PSP Ouenzé Mandzandza et Texaco. Mfilou : la mairie ; siège du comité du quartier Massina, PSP l'ombre; PSP de la Cité de 17. Madibou : la mairie ; PSP Sangolo et Sangamani (17 km). Djiri : la mairie ; PSP Nkombo; Makabandilou, Congo-Chine. Talangai : la mairie, commissariat central Kibeliba; PSP A.A Neto.

Il convient de rappeler qu'il y a quelques jours, le ministre de l'Intérieur, de la Décentralisation et du Développement local, Raymond Zéphirin Mboulou, annonçait l'organisation des patrouilles. « Celui qui sort au-delà de 21 heures ou 22 heures doit avoir sa carte nationale d'identité », déclarait-il. Pour permettre aux citoyens qui ne disposent pas de carte nationale d'identité d'en avoir, les centres d'enrôlement précités ont donc été ouverts.

Rominique Makaya

POLICE NATIONALE

Une trentaine d'éléments promus au premier trimestre 2023

Le commissaire colonel de police Max Angat-Ansi Ongouo-A-Pala, directeur général des finances et de l'équipement, a patronné, le 17 janvier à Brazzaville, la cérémonie de port des insignes de grade à une trentaine de policiers promus au tableau d'avancement 2023 pour le compte du premier trimestre.

La trentaine de policiers promus va continuer à servir la nation, un acte d'honneur par lequel ils assument les valeurs du pays et qui donne, grâce à ce libre choix, un sens à leur métier et son existence.

« Sous-officiers de la Direction générale des finances et de l'équipement du ministère de l'Intérieur, de la Décentralisation et du Développement local, comme vous le savez, l'avancement au grade supérieur est l'expression de la volonté du commandement, qui nomme qui il veut en fonction du rendement, de la manière de servir et de la conduite. Le commandement est libre pour vous retirer du tableau d'avancement si les règles de conduite ne sont pas observées », a indiqué le colonel de police Max Angat-Ansi Ongouo-A-Pala.

La police nationale est la force d'action au service de tous et



Le directeur général des finances et de l'équipement faisant porter les grades à un policier/Adiac

place le citoyen, autant que le territoire, au centre de ses préoccupations. C'est ainsi que pour la circonstance, le directeur général des finances et de l'équipement a congratulé les nouveaux promus et les a exhortés à continuer de travailler. Aux policiers qui n'ont pas été promus, il les a encouragés à

redoubler d'effort et d'ardeur au travail pour bénéficier de la confiance et de l'estime du commandement.

Ensuite s'en est suivi le défilé pédestre pour marquer la fin de cette cérémonie de port des insignes de grade et le repas de corps.

Fortuné Ibara

FINANCES PUBLIQUES

La CNTR relève la mauvaise gestion des Fonds covid-19

La Commission nationale de transparence et de responsabilité dans la gestion des finances publiques (CNTR) a relevé, à l'issue d'une enquête diagnostique réalisée courant octobre 2022 sur le fonctionnement du Fonds covid-19 et le Fonds national de solidarité, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie gouvernementale de riposte à cette pandémie, de nombreuses irrégularités.

« Certains marchés des biens et services ont été passés avec de nombreuses irrégularités ; l'Etat congolais s'est retrouvé très endetté ; certains bénéficiaires des marchés ont été payés sans avoir livré les biens et services commandés », a épinglé le président de la CNTR, Joseph Mana Fouafoua, dans un communiqué de presse rendu public le 18 janvier à Brazzaville.

« Ainsi la CNTR invite pour audition toutes les personnes physiques ou morales intéressées ou se reconnaissant dans ces faits à se présenter les 26 et 27 janvier à 10 heures précises, à son siège, sis au n°165 avenue Nelson-Mandela, au Centre-ville de Brazzaville. Toutes les personnes concernées doivent se munir de toutes



Joseph Mana Fouafoua/DR

pièces justifiant les faits relevés », a-t-il précisé.

En effet, l'institution avait alerté lors de sa deuxième session ordinaire, tenue du 18 au 27 octobre 2022, sur

de la Santé. L'audit de la CNTR qui s'est poursuivi par la suite concernait les niveaux de transparence et de responsabilité atteints dans la gestion de ces fonds. Il avait ainsi relevé que l'urgence des mesures mises en place pour lutter contre la covid-19 a relégué au second plan l'exigence de la transparence et de responsabilité dans la gestion des ressources mobilisées dans cette lutte.

« On constate que des structures et mécanismes de gestion peu orthodoxes ont été créés pour gérer les moyens matériels et financiers mobilisés. La non-conformité à la réglementation en vigueur des dites structures et desdits mécanismes a conduit à des pratiques également peu orthodoxes concernant la gestion de ces

moyens », dénonçait Joseph Mana Fouafoua.

Organe indépendant doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, la CNTR a pour missions, entre autres, de veiller à la stricte application du code relatif à la transparence et à la responsabilité dans la gestion des finances publiques ; recueillir et diffuser les meilleures pratiques en la matière ; requérir toute expertise pour la validation des informations relatives aux recettes et aux dépenses publiques. Elle a aussi pour mission d'entreprendre des études, des analyses et des diagnostics sur la gestion des finances publiques ; diligenter toute enquête en cas de violation de la transparence et de la responsabilité dans la gestion des finances publiques.

Parfait Wilfried Douniama

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE

PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT
DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE

UNITÉ NATIONALE DE COORDINATION DU PROJET

AVIS DE SOLlicitation DE MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET OU D'UNE ONG CHARGE DE LA FORMATION DES BÉNÉFICIAIRES ÉVALUÉS PAR SCOOPINSIGHT

N° 001CAB/ONG/PDAC/2023

La République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA), Groupe Banque mondiale, ont signé, le 20 septembre 2017, un Accord de Financement, d'un montant de 100 millions de dollars US, pour la mise en œuvre d'un Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC). Il est entré en vigueur le 30 avril 2018 et sera clôturé le 31 décembre 2023.

Pour la formation des bénéficiaires évalués par ScoopInsight, le projet lance un avis de sollicitation de manifestation d'intérêt en vue du recrutement d'un cabinet ou d'une ONG répondant aux critères ci-après :

- avoir réalisé au moins une mission similaire ;
- avoir une expérience dans la réalisation des formations des producteurs ;
- avoir une connaissance du développement agricole des pays d'Afrique subsaharienne.

L'équipe comprendra :

- un chef de mission : BAC + 3 au moins ? en agroéconomie, économie, développement rural, ou diplôme équivalent et ayant une expérience de coordination d'une équipe ;
- un agronome : BAC + 3 au moins ;
- un spécialiste en sauvegarde environnementale et sociale : Bac+3 au moins en agronomie, environnement, développement rural ou diplôme équivalent ;
- un spécialiste en gestion financière : Bac+3 au moins en gestion, économie, comptabilité ou diplôme équivalent ;
- un spécialiste en étude de marché ou en commercialisation : Bac+3 au moins, en économie, commerce ou diplôme équivalent.

Sur cette base, le cabinet sera sélectionné selon la méthode fondée sur les qualifications des consultants (SQC), conformément aux Directives de la Banque mon-

diale relatives à la Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale de janvier 2011 révisées en juillet 2014.

Les termes de référence détaillés peuvent être retirés au siège du PDAC ou par courriel. Les dossiers de candidature seront déposés, au plus tard, le mardi 31 janvier 2023, à l'adresse suivante : Unité Nationale de Coordination du PDAC, Boulevard Denis Sassou Nguesso Mpila, Brazzaville, République du Congo, Tel : (242) 06 858 88 88 ou par E-mail : pdacmaep@gmail.com, les jours ouvrables, de 8h00 à 16h00.

Fait à Brazzaville, le 18 JAN 2023

Le Coordonnateur National,



AVIS DE SOLlicitation DE MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET OU D'UNE ONG POUR LA MISE EN CONFORMITE DES GROUPES DE PRODUCTEURS A L'ACTE UNIFORME DE L'OHADA RELATIF AU DROIT DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES

N° 002CAB/ONG/PDAC/2023

La République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA), Groupe Banque mondiale, ont signé, le 20 septembre 2017, un Accord de Financement, d'un montant de 100 millions de dollars US, pour la mise en œuvre d'un Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC). Il est entré en vigueur le 30 avril 2018 et sera clôturé le 31 décembre 2023.

Pour la mise en conformité des groupes de producteurs à l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés coopératives, le projet lance le présent un avis pour le recrutement d'un cabinet ou d'une ONG répondant aux critères ci-après :

- avoir réalisé au moins deux (2) prestations similaires ;
- avoir une connaissance approfondie du droit OHADA relatif aux droits des sociétés coopératives ;

- avoir une expérience d'au moins (2) ans dans la réalisation des études similaires. ;
- avoir une bonne connaissance du développement rural/agricole du pays.

L'équipe comprendra :

- un chef de mission (BAC + 5) en droit ou équivalent ;
- un juriste (Bac +3) avec une parfaite connaissance du droit des sociétés coopératives ;
- un agronome ou agroéconomiste (Bac+3 au moins) ;
- un sociologue (Bac+3 au moins) ;
- un spécialiste de l'action coopérative (Bac +3 au moins).

Sur cette base, le cabinet sera sélectionné selon la méthode fondée sur les qualifications des consultants (SQC), conformément aux Directives de la Banque mondiale relatives à la Sélection et Emploi des

Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale de janvier 2011 révisées en juillet 2014.

Les termes de référence détaillés peuvent être retirés au siège du PDAC ou par courriel. Les dossiers de candidature seront déposés, au plus tard, le mardi 31 janvier 2023, à l'adresse suivante : Unité Nationale de Coordination du PDAC, Boulevard Denis Sassou Nguesso Mpila, Brazzaville, République du Congo, Tel : (242) 06 858 88 88 ou par E-mail : pdacmaep@gmail.com, les jours ouvrables, de 8h00 à 16h00.

Fait à Brazzaville, le 18 JAN 2023

Le Coordonnateur National,



PARTENARIAT

Un bilan positif pour l'association «Viens et vois»

La responsable du secteur coopération au développement de la Mission évangélique braille (MEB), Alexandrine Meunier, a annoncé le 17 janvier le bilan positif des actions réalisées par l'association «Viens et vois», lors de la conférence de presse animée conjointement avec sa délégation et le président de cette organisation, Emerson Massa, après un séjour de travail de plus de dix jours à Brazzaville.

Alexandrine Meunier a indiqué dans sa communication la concrétisation à bon escient des projets de l'école inclusive «Emmaüs», suite à la visite de terrain après trois ans de suivi à distance imposé par la crise sanitaire et a défini les missions de leur travail au Congo.

La mission de la MEB, partenaire financier de l'organisation non gouvernementale «Viens et vois», a été de suivre les actions réalisées en vue d'avoir des séances de travail sur la stratégie de développement. Elle a consisté également à se rendre sur les sites des quinze déficients visuels bénéficiaires des projets d'insertion socio-professionnelle, à réaliser l'activité complémentaire de l'école dans le cadre du renforcement des capacités en informatique avec la dotation de l'établissement en matériel de construction et d'impression en braille. Le matériel permettra à cette unique école inclusive de produire les supports pour les enfants et les adultes du centre d'accueil.

Par ailleurs, Alexandrine Meunier

s'est exprimée sur les perspectives de la MEB avec beaucoup de réserve. «Pour l'année 2023, le travail sera axé sur la réflexion pour voir ce qui pourrait être fait avec les projets», a-t-elle indiqué.

En ce qui concerne la pérennisation des actions de l'association dans tout le Congo, la responsable du secteur coopération au développement a émis le souhait de poursuivre l'initiative dans tous les départements à travers la transformation des écoles existantes en écoles inclusives.

La responsable du secteur braille, Christine Cloux, de son côté, a développé le volet de la dotation de l'école d'un centre de transcription. Selon elle, il s'agit d'un ordinateur incorporé d'un logiciel adapté pour transformer un document de traitement de texte et d'impression vers le braille.

«Il faut numériser le document papier et l'adapter pour qu'il soit lisible par les déficients visuels et malvoyants ainsi que les valides. Il s'agit aussi de travailler sur l'adaptation au niveau du braille



La remise de trophées à la délégation de la MEB/Adiac

jusqu'à l'impression», a-t-elle indiqué.

Abordant la question de l'affiche en braille, l'oratrice a souligné la nécessité de formation du personnel pour le matériel de transcription qui a concerné six personnes dont trois aveugles et trois malvoyants qu'elle a qualifiée d'une simple introduction pour permettre de régler les points spécifiques dans l'avenir.

«Nous avons posé des bases

afin de pouvoir continuer le travail à distance grâce à la technologie en faisant des séances des zooms pour approfondir les formations», a déclaré Christine Cloux.

Notons que la rencontre a été marquée par la remise des trophées de reconnaissance et d'encouragement à la délégation de la MEB.

Les actions menées par l'organisation «Viens et vois» ont été

notamment l'ouverture du complexe «Emmaüs» en 2019, la campagne de sensibilisation sur les déficients visuels dans les établissements scolaires publics et conventionnés de Brazzaville, l'apprentissage du personnel enseignant en braille ainsi que l'organisation des journées du sourire des déficients visuels avec jeux et concours et le partage des expériences.

Lydie Gisèle Oka

LUTTE CONTRE L'HÉMOPHILIE

Des leaders départementaux renforcent leurs capacités de riposte

Dans le cadre de la lutte contre l'hémophilie en République du Congo, le Centre national de référence de la drépanocytose Antoinette-Sassou-N'Gusso a lancé, le 17 janvier à Brazzaville, un séminaire de formation de trois jours à l'endroit des leaders départementaux, afin de leur permettre d'améliorer leurs capacités de riposte dans leurs circonscriptions sanitaires respectives.

Le forum des leaders départementaux sur l'hémophilie se tient du 17 au 19 janvier sur le thème «Hémophilie : combler l'écart...», sous la direction du Pr Alexis Elira Dokekias, directeur général du Centre national de référence de la drépanocytose Antoinette-Sassou-N'Gusso. Pendant trois jours, les participants, essentiellement des médecins et autres agents de santé spécialisés dans le traitement de cette pathologie, venus des douze départements du Congo, vont développer quelques thématiques sur l'hémophilie et autres maladies hémorragiques.

Au nombre des sous-thèmes prévus, on retient, entre autres, «Les maladies hémorragiques constitutionnelles»; «La prise en charge et le suivi des malades hémorragiques et constitutionnelles» qui seront développés par lui-même le Pr Alexis Elira Dokekias.

Quelques autres exposés, tels que «Comment dépister



l'hémophilie et comment la traiter?» le seront aussi par d'autres éminents médecins,

Le Pr Alexis Elira Dokekias (au centre) développant une thématique à l'ouverture des travaux/Adiac

«Faire en sorte qu'à l'issue de cet atelier, les leaders départementaux soient capables de jouer, chacun dans sa zone de compétence, pleinement leur rôle dans le dépistage, le suivi et le traitement de ces maladies hémorragiques.»

spécialistes en la matière. Ouvrant les travaux, le Pr Alexis Elira Dokekias a souligné que l'objectif de ce forum était de «faire en sorte qu'à l'issue de cet atelier, les leaders départementaux soient capables de jouer, chacun dans sa zone de compétence, pleinement leur rôle dans le dépistage, le suivi et le traitement de ces maladies hémorragiques».

Rappelons que l'hémophilie est un trouble congénital de la coagulation du sang causé par un déficit en facteur de coagulation. L'hémophilie est de deux types, à savoir l'hémophilie A et B. L'hémophilie A, selon les données communiquées à cet effet, est plus répandue, représentant entre 80 et 85% de la population globale. Au Congo, la pathologie est courante, relève le Centre national de la drépanocytose, mais les statistiques en la matière ne sont toujours pas disponibles.

Firmin Oyé



Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO

www.adiac.tv

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

AGRESSION RUSSE EN UKRAINE

Paris et Berlin appellent l'Afrique à condamner l'acte

Les cheffes de la diplomatie française et allemande ont appelé, vendredi dernier, les pays africains à condamner l'agression russe en Ukraine, tout en insistant sur la volonté de l'Union européenne (UE) d'intensifier ses relations avec l'Union africaine (UA).

«Il est important (à propos de la guerre en Ukraine, Ndlr) de se souvenir qu'il y a un agresseur et un agressé et il est important que tous disent à l'agresseur qu'il doit cesser son agression», a déclaré la ministre française, Catherine Colonna, à Addis Abeba. «Nous avons des intérêts communs et nous avons des attentes à l'égard de nos amis africains et nous vous en avons fait part », a-t-elle ajouté. « La paix en Europe est attaquée (...) nous avons besoin de vous, nous avons besoin de l'Afrique pour défendre la paix », a complété son homologue allemande, Annalena Baerbock. Plusieurs Etats africains s'étaient abstenus en mars, lors d'un vote de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) sur une résolution exigeant «que la Russie cesse immédiatement de recourir à la force contre l'Ukraine».

«Nous voyons l'effet de cette guerre russe brutale partout dans le monde et particulièrement dans la corne de l'Afrique », où la Russie utilise les céréales comme une arme de guerre en entravant les livraisons ukrainiennes, a poursuivi Annalena Baerbock. « Nous voulons intensifier la relation entre l'UE et l'Union africaine », a-t-elle soutenu, rappelant le soutien de Bonn à une réforme du Conseil de sécurité permanent de l'ONU, qui permettrait au continent africain d'y avoir deux sièges permanents. Catherine Colonna a également prôné une «meilleure intégration du continent africain à la gouvernance mondiale» avec une meilleure représentation de celui-ci au Conseil de sécurité et une place de l'UA au sein du G20. Qualifiant d'injustice qui doit être réparée l'absence de l'Afrique au Conseil de sécurité des Nations unies, Moussa Faki Mahamat s'est félicité du soutien de la France et de l'Allemagne. Les Etats-Unis soutiennent également une telle réforme. Après le sommet, il y a près d'un an, entre l'UA et l'UE, «nous voulons continuer à bâtir sur les principes qui ont été approuvés» en vue de renforcer la coopération entre les deux partenaires, a affirmé Catherine Colonna.

Noël Ndong

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Le stock de la dette extérieure était de 790 milliards de dollars en 2021

La Banque mondiale reste le premier créancier extérieur de la région en 2021, avec 91 milliards de dollars de créances, tandis que la Chine est le premier créancier bilatéral, avec 79,5 milliards de dollars, pour un coût du service de la dette en baisse.

Au total, les pays d'Afrique subsaharienne ont atteint 790 milliards de dollars de stock de leur dette extérieure en 2021, selon les derniers chiffres de la Banque mondiale. Un montant plutôt en hausse de 5% par rapport à 2020, soit 752 milliards de dollars. 80% de la dette extérieure de la région en 2021 est à long terme. Ce chiffre correspond à un montant de 636 milliards de dollars auxquels s'ajoutent 69 milliards de dollars de crédits et d'allocations de droit de tirage spécial du Fonds monétaire international, ainsi que 85 milliards de dollars de dettes à court terme. Sur ce montant, 45% de la dette publique extérieure de l'Afrique subsaharienne (471 milliards de dollars) est détenue par les créanciers privés. Ces chiffres sont à inscrire dans un contexte marqué par la reprise économique post-covid-19, qui a vu les pays entamer de nouveaux programmes d'ouverture de

leurs économies affectées par la pandémie, qui aura resserré les finances de la plupart des Etats africains, poussant les gouvernants à formuler des demandes d'annulation et de report de dettes.

Ce qui a eu pour conséquence la mise en place de l'Initiative de suspension du service de la dette, différant la dette des pays africains sur une période de six ans, comprenant une grâce d'un an et un délai de remboursement de cinq ans. Le coût du report est estimé à environ 575 millions de dollars. Ainsi, les pays africains auront dépensé 79 milliards de dollars pour rembourser leurs dettes en 2021. Bien qu'étant en hausse par rapport à 2020, ce chiffre reste en dessous du niveau enregistré durant les trois dernières années précédant l'apparition de la covid-19 (2017, 2018 et 2019). En 2021, la Banque mondiale était restée le premier créancier extérieur de la région avec 91 milliards de

dollars. Sur le plan bilatéral, la Chine, premier partenaire de la région, reste également le premier créancier avec 79,5 milliards de dollars de créances. Le coût du service de la dette de l'Afrique subsaharienne envers la Chine était de 4,8 milliards de dollars, dont 3,1 milliards de dollars de remboursement du principal et 1,7 milliard de dollars de remboursement d'intérêt. Il faut rappeler que ces remboursements, en baisse par rapport aux deux années précédentes, font suite aux programmes d'annulation de dettes annoncées par la Chine en faveur de plusieurs pays africains. En comparaison, les remboursements des pays africains envers leur plus gros créancier, la Banque mondiale, se sont affichés en hausse par rapport à l'année précédente, à raison de 2,2 milliards de dollars de remboursement du principal et 1,3 milliard de remboursement d'intérêt.

N.Nd.

ETUDE

Plus d'empathie chez les femmes que chez les hommes

On dit que les femmes sont plus sensibles que les hommes, capables de se mettre plus facilement à la place des autres. La science vient de confirmer cette croyance populaire grâce à une étude conduite par l'Université de Cambridge sur plus de 300 000 personnes à travers le monde.

Les femmes, plus compréhensives que les hommes? C'est ce que confirme une étude d'envergure mondiale sur l'empathie. Celle-ci utilise le « Test des yeux » créé en 1997 par le Pr Sir Simon Baron-Cohen qui vient d'être publiée dans la revue «Proceedings of the national academy of sciences» (PNAS). Elle se réfère à ce que les chercheurs appellent la théorie de l'esprit, c'est-à-dire la capacité à interpréter les états mentaux que l'on ne peut pas observer chez autrui, les désirs. Les yeux ne mentent jamais.

Pour réaliser cette étude, les chercheurs de l'Université de Cambridge ont analysé les réponses de plus de 300 000 personnes de 16 à 70 ans dans cinquante-sept pays différents, en partenariat avec l'Université de Harvard, l'IMT School for advanced studies Lucca, en Italie, et les universités Bar Ilan et Haifa, en Israël. Ils ont demandé aux sujets de réaliser un test, mis au

point par un spécialiste de l'autisme, qui consiste à observer une série de photos de regards de différentes personnes. Il s'agit de lire dans les yeux et de déduire l'état d'esprit de la personne photographiée. Le « Eyes test » utilisé dans le cadre de cette étude est souvent utilisé afin de déterminer si une personne a des troubles mentaux ou cognitifs. Par exemple, les personnes autistes souffrant de démence ou de troubles alimentaires ont généralement un score moins élevé.

Deux sortes d'empathie observées

les chercheurs distinguent deux

sortes d'empathie. Tout d'abord, l'empathie dite cognitive, c'est-à-dire quand une personne est capable de comprendre intellectuellement ce qu'une autre personne peut penser ou ressentir, et est capable d'utiliser ce savoir pour anticiper ce qu'une personne fera ou ressentira. Et l'empathie affective ou émotionnelle, quand une personne ressent les émotions d'une autre personne et répond avec une émotion ou une réaction appropriée. Par exemple, quand on se met à pleurer parce qu'on voit une personne pleurer.

Les femmes ont plus d'empathie que les hommes, quel

que soit l'âge

Et les résultats de cette étude sont sans appel: les femmes font preuve de plus d'empathie que les hommes, peu importe leur âge ou leur pays. Dans trente-six pays, les femmes ont obtenu un meilleur score que les hommes quand dans vingt-et-un autres pays, elles ont eu un résultat équivalent. Dans aucun cas, les hommes n'ont obtenu un score plus élevé. Le Dr David M. Greenberg, responsable de l'étude à l'Université de Cambridge, explique: « Nos résultats confirment un phénomène bien connu - que les femmes font généralement preuve de plus d'empathie que les hommes-et

montre que celui-ci est présent dans une grande variété de pays à travers le monde ».

L'étude ne précise pas pourquoi les femmes font preuve de plus d'empathie que les hommes, mais l'auteur mentionne des recherches plus anciennes, qui font état de « facteurs sociaux et biologiques ». Des données qui pourront être utilisées pour parfaire les recherches en sciences cognitives sur le sujet. Les résultats sont une moyenne et certains hommes ont des scores élevés quand des femmes ne sont pas capables d'empathie. Le journal britannique «The Telegraph» a relevé quelques différences selon les pays: au Royaume-Uni, en Suisse, en Australie et au Danemark, la différence d'empathie entre les hommes et les femmes semble moins élevée. À l'inverse, l'Arabie Saoudite semble être l'un des pays où les femmes sont les plus empathiques.

N.Nd.

« Nos résultats confirment un phénomène bien connu - que les femmes font généralement preuve de plus d'empathie que les hommes-et montre que celui-ci est présent dans une grande variété de pays à travers le monde ».

DÉVELOPPEMENT

Le Dr Richard Sita invite les jeunes à se mouvoir dans l'entrepreneuriat

Dans un entretien le 18 janvier avec la presse, le directeur général de Le Risien society, le Dr Richard Sita, a encouragé les jeunes congolais à se lancer dans l'entrepreneuriat, seule alternative qui peut permettre de « créer » des millionnaires congolais, selon la vision du chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi.

Le Dr Richard Sita a indiqué que c'est en se lançant dans l'entrepreneuriat que l'on peut rencontrer la vision du chef de l'Etat de créer des millionnaires congolais, principalement, dans la jeunesse. « Il est difficile et presque un impossible à un employé de devenir millionnaire. C'est dans l'entrepreneuriat seulement que l'on peut en devenir », a-t-il souligné, demandant à la jeunesse d'y mettre du sérieux.

Cette volonté du président de la République de créer des millionnaires congolais, a-t-il dit, constitue une opportunité pour les jeunes congolais de sortir du lot, un bon leitmotiv pour le développement du pays. Il a rappelé que pour la matérialisation de cette vision du chef de l'Etat, il y a, parmi les structures de l'Etat, le Fonds de garantie de l'entrepreneuriat au Congo (Fogec). « Au début, je ne croyais pas au financement de la part du gouvernement congolais et toutes les structures créées dans ce sens. Mais, quand le ministère en charge de l'Industrie et petites et moyennes entreprises m'a guidé vers le Fogec, la suite me rassure que la vision du chef de l'Etat



Visites du directeur général de Fogec, Laurent Munzamba, dans les installations de Le Risien society

de faire des millionnaires congolais est une réalité », a souligné Richard Sita Tamusasa. Il a affirmé avoir été reçu par le directeur général du Fogec, Laurent Munzamba, avec qui il a parlé de sa société. Pour se rassurer de l'effectivité de Le Risien Society, le directeur général de Fogec a également visité les installations de cette société qui fabrique la grande marque congolaise Ngola. Cette descente sur le terrain lui a permis de palper du doigt les réalités de cette société, notamment sa direction générale,

ainsi que l'usine où sont fabriqués le savon, la poudre et la crème Ngola ainsi que d'autres produits de cette gamme dont l'huile capillaire Nwelle Long, le vin Enzenze fort, etc. « Le directeur général Laurent Munzamba, satisfait de ce que nous faisons, nous avons encouragé de continuer à porter haut les couleurs de la RDC et nous a promis le soutien du gouvernement, par le Fogec, en vue d'agrandir notre entreprise et de satisfaire à la demande des Congolais », a noté le direc-

teur général de Le Risien Society.

Une nouvelle façon de faire

Le Dr Richard Sita a également rassuré la jeunesse de la nouvelle façon de faire imprimée à cette structure par sa direction conduite par Laurent Munzamba. Il a rappelé avoir mené, en son temps, plusieurs démarches en vue de bénéficier du financement à travers les structures étatiques mais, toutes ont été sans succès « étant donné que les projets ainsi

introduits se sont perdus dans la bureaucratie de ces structures ». « Avec le Fogec, après les contacts épistolaires, le directeur général Laurent Munzamba m'a reçu, avec mon équipe, dans son bureau et notre entretien a tourné autour de Le Risien Society, la gamme Ngola et ce que nous attendons du Fogec. La suite a été sa visite dans nos installations en vue de vivre les réalités que nous avons présentées dans ses bureaux. Et, nous rassurons les jeunes entrepreneurs congolais que les choses et la façon de faire ont effectivement changé au sein de cette structure qui, il faut le souligner, exige du sérieux », a indiqué le directeur général de Le Risien Society.

Le Fogec a notamment pour mission de mobiliser et collecter les ressources financières au niveau national et international, en vue de garantir l'accès des start-up, micros, petits et moyens entrepreneurs et artisans congolais aux financements de leurs projets par les banques commerciales et les institutions de microfinance.

Lucien Dianzenza

XXIII^{ème} ÉDITION DU FORUM ÉCONOMIQUE

La RDC prend part aux travaux en Suisse

L'édition 2023 de la XXIII^e édition du forum économique s'est ouverte à Davos, en Suisse, sur le thème «La coopération dans un monde fragmenté».

D'après la cellule de communication du ministère des Mines, la rencontre de Davos réunit des chefs d'Etat et de gouvernement ainsi que plusieurs centaines d'économistes, chefs d'entreprise et activistes de la société civile pour aborder l'état du monde et discuter des

priorités pour l'année 2024. Le programme du forum prévoit l'allocution du président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo qui séjourne en Suisse pour prendre part à cette rencontre d'affaires. Le chef de l'Etat est accompagné des ministres des Finances, de l'Environnement et

des Mines.

Selon le ministère des Mines, la présence de la République démocratique du Congo (RDC) à ces assises est d'une importance capitale d'autant plus qu'elle joue un rôle fondamental dans la transition énergétique avec des minerais stratégiques tels que

le lithium, le cobalt, le manganèse et autres qui interviennent dans la fabrication des batteries et véhicules électriques. Ce forum constitue donc pour la RDC une opportunité afin d'attirer les nombreux investisseurs qui y prennent part à venir investir dans le secteur minier congolais.

Blandine Lusimana

UNIVERSITÉ D'ANVERS

Un amphithéâtre va porter le nom de Patrice Lumumba

L'inauguration de l'amphithéâtre Patrice-Lumumba aura lieu le 31 mars à 15h sur le campus de Middelheim, a indiqué l'université d'Anvers, en Belgique. Selon cette dernière, c'est la première fois dans ce pays qu'un bâtiment officiel (ou une partie de bâtiment) sera baptisé du nom de l'ancien Premier ministre congolais.

L'« Amphithéâtre Patrice-Lumumba », explique l'université, sera inauguré en hommage au premier Premier ministre du Congo indépendant, assassiné le 17 janvier 1961. « *Un meurtre commis avec la complicité de certains de nos compatriotes et au su et au vu du gouvernement belge. Nous nous souvenons de Lumumba comme d'une figure marquante de notre histoire coloniale, un symbole d'émancipation, d'égalité et de respect des droits humains* », indique l'université.

Le campus Middelheim de l'université d'Anvers a un lien direct avec le passé colonial de la Belgique au Congo, au Rwanda et au Burundi, a fait savoir le recteur Herman Van Goethem, sur le site de l'université. « Ce campus a, en effet, accueilli, jusqu'en 1962, la Haute-École coloniale, où les hommes belges recevaient un enseignement d'élite avant de partir diriger les colonies belges. Le rectorat de l'université est, d'ailleurs, situé dans le bâtiment principal de cet ancien établissement. Le service administratif du personnel, lui, est installé dans une annexe, qui est une réplique de la maison coloniale du gouverneur belge à Léopoldville, Kinshasa. À droite du rectorat se trouve aussi un petit monument envahi par la végétation, complètement oublié, qui avait été érigé à la mémoire des Belges anversois morts dans l'État indépendant du Congo, donc avant 1908. En tant que recteur, je voudrais que nous puissions discuter plus ouvertement et plus librement de cet héritage. Le 31 mars, l'auditoire du bâtiment colonial principal sera solennellement baptisé « Auditorium Patrice-Lumumba », explique le recteur de l'université d'Anvers.

Un symbole d'émancipation, d'égalité et de respect des droits humains

Ce dernier rappelle que Patrice Lumumba est devenu Premier



ministre du Congo indépendant en 1960, avant d'être assassiné le 17 janvier 1961, il y a 62 ans. « *Ce meurtre a été commis avec la complicité de Belges et au vu et au su du gouvernement belge* », précise Herman Van Goethem. Pour lui, Patrice Lumumba avait notamment dénoncé à l'époque ce qu'une commission parlementaire belge a également établi il y a peu : « *la domination et l'exploitation coloniales, les violences*

man Van Goethem, Patrice Lumumba s'est en quelque sorte transcendé, devenant un symbole d'émancipation, d'égalité et de respect des droits humains.

« *À travers cette cérémonie du 31 mars, qui se déroulera en présence de membres de la famille de feu le Premier ministre Lumumba, un ancien bâtiment officiel belge sera donc rebaptisé à son nom, en hommage à son action. Et pour que chacun et chacune*

Le futur amphithéâtre Patrice-Lumumba et au besoin à les rectifier, sont également nécessaires », a fait savoir le recteur.

Selon lui, le débat sur la décolonisation est vivace au sein de l'université d'Anvers, tout comme ailleurs. Un élément fondamental dans ce débat, a-t-il indiqué, est qu'il n'est pas rare que des personnes issues de l'immigration, venues d'Afrique ou d'ailleurs, soient confrontées au racisme structurel, aux préjugés et à des micro-agressions, parfois aussi au

« En compagnie de deux orateurs et de cinq panélistes, nous réfléchirons aux héritages coloniaux dans la production de la connaissance et à leurs effets sur les (infra)structures de nos universités. Nous discuterons également des possibilités de décoloniser nos universités, en créant un espace favorisant l'émergence de nouvelles ontologies, épistémologies et méthodologies, non pas pour créer de nouveaux « universaux », mais des « pluriversaux ». Les étudiants étrangers présenteront leurs propres recherches sur le passé colonial et le futur décolonisé de l'Université d'Anvers »

et les atrocités, les violations individuelles et collectives des droits humains durant cette période, ainsi que le racisme et la discrimination qui les ont accompagnées ».

Au cours des décennies qui ont suivi sa mort, a poursuivi Her-

man Van Goethem, Patrice Lumumba s'est en quelque sorte transcendé, devenant un symbole d'émancipation, d'égalité et de respect des droits humains. « À travers cette cérémonie du 31 mars, qui se déroulera en présence de membres de la famille de feu le Premier ministre Lumumba, un ancien bâtiment officiel belge sera donc rebaptisé à son nom, en hommage à son action. Et pour que chacun et chacune

sein de l'université elle-même. « Le débat sur la décolonisation est avant tout un débat sur le monde que nous souhaitons, que nous voulons voir naître. Ce débat est aussi un débat sur notre passé : la façon dont nous abordons

notre histoire reflète, en effet, la façon dont nous voyons notre avenir », a expliqué Herman Van Goethem.

Événement académique et film sur Lumumba

L'inauguration sera précédée par un événement académique axé sur les universités qui ont été des instruments importants de la « matrice du pouvoir colonial » et qui ont fait la promotion de la science, de la connaissance et des méthodes occidentales comme « universelles et abstraites ».

Au cours de cet événement académique,

explique-t-on, l'université d'Anvers souhaite examiner cette réflexion ainsi que la façon dont elle se traduit en pratique dans les universités. « *En compagnie de deux orateurs et de cinq panélistes, nous réfléchirons aux héritages coloniaux dans la production de la connaissance et à leurs effets sur les (infra)structures de nos universités. Nous discuterons également des possibilités de décoloniser nos universités, en créant un espace favorisant l'émergence de nouvelles ontologies, épistémologies et méthodologies, non pas pour créer de nouveaux « universaux », mais des « pluriversaux ». Les étudiants étrangers présenteront leurs propres recherches sur le passé colonial et le futur décolonisé de l'Université d'Anvers* », a-t-il ajouté.

Bien avant, le 21 mars, l'association d'étudiants Ayo organisera une projection d'un film sur Patrice Lumumba, en collaboration avec l'université d'Anvers. Le film biographique, réalisé en 2000, montre l'ascension et la chute de Patrice Lumumba, et se déroule dans les mois précédant et suivant l'indépendance du Congo vis-à-vis de la Belgique en juin 1960. La projection du film sera suivie d'un débat en petits groupes d'étudiants.

Patrick Ndungidi

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Le ministre inspecte les travaux de modernisation de l'aérogare à Boende

Accueilli en bon fils du terroir, le ministre d'Etat, ministre de l'Aménagement du territoire, Me Guy Loando Mboyo, séjourne depuis le 17 janvier à Boende, dans la province de la Tshuapa.

A la tête d'une forte délégation composée en majorité des experts de son ministère, le patron national de l'Aménagement du territoire, en mission officielle à Tshuapa, a un agenda chargé.

A Boende, son séjour n'est pas du tout repos. Aussitôt arrivé, Me Guy Loando Mboyo est allé inspecter les différents travaux de modernisation de l'aérogare et de la voirie urbaine. La réalisation de ces grands travaux s'inscrit dans le cadre du développement de la province de la Tshuapa. Ils sont totalement financés par le gouvernement de la République.

Sur le terrain, Guy Loando Mboyo a eu des explications claires auprès des responsables des entreprises qui assurent les travaux. Profitant de son séjour à Boende, il a invité la population à s'enrôler massivement en prévision des prochaines échéances électorales.

Blandine Lusimana



Le ministre Guy Loando sur le terrain

IX^{ES} JEUX DE LA FRANCOPHONIE EN RDC

Le gouvernement déterminé à respecter le délai de livraison des infrastructures

Le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, a présidé, le 17 janvier à son cabinet de travail, une réunion technique sur l'évolution des travaux d'infrastructures inscrits dans le cadre des préparatifs des IX^{es} Jeux de la Francophonie, Kinshasa 2023.

Le chef du gouvernement tient à s'assurer de la livraison à bonne date des infrastructures liées à l'organisation des Jeux de la Francophonie cette année à Kinshasa. La réunion technique lui a permis de transmettre ses orientations et instructions aux différents ministres concernés par l'exécution des travaux, a expliqué à la presse le ministre de l'Intégration régionale, Didier Mazenga Mukanzu.

Des questions en rapport avec le décaissement des fonds pour les infrastructures et le chronogramme



Le Premier Ministre, Jean-Michel Sama Lukonde présidant la réunion./DR

des travaux ont été abordées. Selon le ministre de l'Intégration régionale, les infrastructures doivent être mises à la disposition de l'Organisation internationale de la Francophonie

au plus tard en mai prochain; l'organisation des jeux étant annoncée pour fin juillet début août. En outre, le Comité de pilotage des IX^{es} Jeux de la Francophonie sollicite

l'accompagnement de la population et de la presse pour leur réussite car ils constituent un enjeu majeur pour la République démocratique du Congo. Quelques membres du

gouvernement ont pris part à la réunion, notamment le ministre d'Etat en charge des Infrastructures, le ministre d'Etat en charge du Budget représenté par la vice-ministre des Finances, le ministre de l'Intégration régionale. La représentante personnelle du chef de l'Etat, le délégué général à la Francophonie, le directeur national des Jeux de la francophonie ainsi que quelques membres de son cabinet, le directeur du Comité national des IX^{es} Jeux de la Francophonie y ont été également conviés.

Jules Tambwe Itagali

ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter

ESCLAVAGE-MÉMOIRE DE LOANGO

Lydie Pongault rencontre Jean-Marc Ayrault à Nantes

La rencontre de travail entre la ministre de l'Industrie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs, Lydie Pongault, et l'ancien Premier ministre, président de la Fondation pour la mémoire de l'esclavage, Marc Ayrault, a été coordonnée par Alfred Gambou, président de la Maison de l'Afrique.

Dans les locaux de la Maison de l'Afrique, Jean-Marc Ayrault a ouvert le 16 janvier une importante séance de travail, en relatant son parcours dans sa volonté de faire de Nantes, premier port négrier de France au 18^e siècle, un lieu de mémoire sur les questions de l'esclavage.

Situant ce devoir de mémoire et la manière d'y parvenir dans sa dimension internationale, il a exprimé son intention d'élargir, au-delà de la France, les collaborations de la fondation qu'il préside afin d'accompagner au plus près des initiatives de reconnaissance de la place de l'esclavage dans l'histoire commune.

Et, poursuivant son propos, Jean-Marc Ayrault a évoqué la Baie de Loango, site très important dans l'histoire de la traite, qui pourrait bénéficier de cet accompagnement, en tenant compte de la demande et de la spécificité de la démarche des autorités congolaises ; avec, aussi, un soutien en appui pédagogique fondé sur les arts et la littérature et, bien évidemment, du travail des historiens. « Toutes les actions contribuant à réparer les séquelles de la mémoire sont un combat de l'humanité entière », a réaffirmé le président de la fondation.

À son tour, la ministre Lydie Pongault, approuvant le propos de son hôte, lui a d'abord confié qu'elle travaille sur ce projet depuis plus d'une dizaine d'années. Aujourd'hui ministre de tutelle de ce département de l'histoire mémorielle, elle compte, avec l'appui politique du chef de l'État et du gouvernement, inscrire cette mission comme axe prioritaire. D'où sa venue à Nantes pour s'enquérir de la vitalité du travail effectué ici jusqu'à son

aboutissement en mars 2012 par l'inauguration du Mémorial de l'abolition de l'esclavage sur les quais de la ville d'où sont partis les navires vers l'Afrique.

Pour la ministre congolaise, les attentes de son pays sont nombreuses dans l'objectif de réaliser le rêve d'un Mémorial à Loango. Rêve d'un lieu d'histoire et de recueillement qui permettrait l'ouverture d'espaces d'expositions destinés à garder la mémoire sur cette infamie afin que la génération de demain n'oublie pas. Afin d'y parvenir, il faut préalablement une étape incontournable : la tenue sur les terres congolaises, courant 2023, d'un colloque international sur la Baie de Loango et la traite négrière. Une rencontre qui réunira des personnalités scientifiques et des institutions de notoriété mondiale. Sa vocation sera de mettre en lumière la place et le rôle de la Baie de Loango dans l'histoire de la traite transatlantique, grâce aux travaux des chercheurs de l'Université Marien-Ngouabi et d'ailleurs.

Jean-Marc Ayrault a accepté l'invitation et renouvelé sa volonté d'accompagner la réalisation de ce projet.

Dans la continuité de ses consultations à Nantes, la ministre



Lydie Pongault et Jean-Marc Ayrault à la découverte des clichés d'antan du Port de Loango, lors de la rencontre du 16 janvier 2023 à Nantes, France./Vanessa Ng

congolaise s'est entretenue également avec les représentants de l'association Les Anneaux de la mémoire à laquelle on doit l'exposition réalisée en 1992 au nom éponyme de l'association, et qui a profondément marqué un

tournant essentiel dans le travail de mémoire mené à Nantes et au niveau international.

Signalons que Les Anneaux de la mémoire collaborent déjà pour des projets menés en Afrique et aux Antilles.

Pour clore sa séance de travail, la ministre Lydie Pongault s'est entretenue avec les membres de l'association Perspective Congo. Ils lui ont présenté leur association en tant qu'acteurs en projets de co-développement en faveur de la République du Congo depuis leur ville d'accueil, Nantes, et ont tenu au courant la ministre de l'organisation, en novembre prochain, d'une rencontre du Festival TuSeo, créé en 2004 par Lauriathe Céphyse Bikouta.

Lydie Pongault s'est montrée satisfaite de sa mission, heureuse d'associer désormais une partie des acteurs-clé de son projet.

Marie Alfred Ngoma

« L'histoire de la traite est à la fois connue mais pas tant que ça et il faut se battre pour la faire connaître. C'est une question de justice à l'égard de ceux qui ont été victimes de cette déportation de masse terrible qui a pillé de nombreux pays du continent africain et dont on constate les traces encore aujourd'hui dans les imaginaires et dans les consciences... Mais on ne peut pas le faire si l'on ne fait pas un travail d'histoire et de mémoire. »

Jean-Marc Ayrault

APPEL À CANDIDATURES

Des show cases pour les chanteuses africaines



Les chanteuses installées sur le continent africain sont invitées à postuler pour les show cases du Salon international des voix de femmes (Escale Bantoo) qui aura lieu du 13 au 17 juin 2023 à Douala et à Yaoundé, au Cameroun.

Le salon propose un marché professionnel, des conférences, des formations aux métiers du spectacle vivant et des spectacles de musique. Il est consacré à la promotion des chanteuses et des femmes actives dans le secteur des industries créatives africaines. Il est ouvert aux chanteuses de tous les genres musicaux (afro-fusion, rap, afrotrap, rumba, bikutsi, makossa, slam, etc.) ; les artistes retenues devront être capables de se produire en live.

Les intéressées peuvent s'inscrire via un formulaire et elles doivent fournir les

pièces suivantes : deux photos de bonne qualité en HD, une fiche technique. L'envoi se fait par courrier électronique à l'adresse escalebantoo@gmail.com jusqu'au 5 février 2023. Le salon couvrira le séjour des artistes y compris l'hébergement, la restauration et le transport sauf les billets d'avion et les frais de voyage interurbain.

Le salon a, entre autres, mission de valoriser la jeune chanteuse africaine et de sensibiliser les populations aux inégalités de genre et les violences faites aux femmes.

Rosalie Bindika

TROPHY CONTINENTAL DE HANDBALL

Le Nigeria et la Guinée mènent le peloton

Au terme des rencontres de la deuxième journée du trophy zone Afrique qui se déroule du 16 au 21 janvier à Brazzaville, les équipes du Nigeria chez les cadets puis de la Guinée chez les juniors dominent la compétition. Elles totalisent deux victoires en autant de matches.

La compétition des jeunes handballeurs africains bat son plein au gymnase Nicole-Oba de Brazzaville. Les meilleures équipes des différentes zones du continent dans les catégories cadets et juniors s'affrontent afin de consacrer les meilleures nations. Ces dernières devraient défendre l'Afrique au trophy mondial.

Après avoir battu le Burundi 45-30 lors de la première journée, les jeunes nigériens ont réédité, le 17 janvier, en battant le Congo 29-22. Du côté des juniors, les Guinéens dominent le tournoi après avoir battu respectivement le Nigeria 28-26 puis le Zimbabwe 41-13. Les Diables rouges du Congo peinent à imposer la cadence qu'ils avaient initiée lors du trophy zone Afrique centrale. Après la victoire des juniors contre le Zimbabwe 55-20, le 16 janvier, les Congolais ont pêché pendant

leur deuxième sortie devant les Rwandais, 32-34. Les cadets congolais ont, eux aussi, raté leur entrée en matière en s'inclinant 23-29, devant le leader Nigeria, le 17 du même mois.

La cohésion, l'engagement et le désir de vaincre doivent animer les handballeurs congolais s'ils veulent terminer au podium de cette compétition qui déterminera les représentants africains au trophy mondial.

Le trophy est un tournoi de la Fédération internationale de handball destiné aux pays qui souhaitent développer ce sport chez les jeunes.

Cinq équipes participent à cette compétition au niveau des cadets : Congo, Nigeria, Burundi, Zambie et Guinée. Du côté des juniors, six pays sont présents, à savoir le Congo, Madagascar, le Zimbabwe, Nigeria Guinée et le Rwanda.

Rude Ngoma



Une action du match/Adiac

CHAN 2023

Otis Ngoma analyse le match RDC - Ouganda

Zéro but partout, c'est le score du premier match du groupe B de la 7e édition du Championnat d'Afrique des nations (Chan), disputé le 14 janvier au stade du 19 mai 1956 d'Annaba, en Algérie, entre les Léopards A' de la République démocratique du Congo (RDC) et les Crane's d'Ouganda.

Pour cette rencontre, Otis Ngoma a placé Siadi Ngusia Baggio dans les perches et dans le champ, le capitaine Djos Issama, Kevin Mondeko, Peter Ikoyo Iyembe, et Ernest Luzolo en défense. Michée Mika, Peter Mutumosi et Merveille Kikasa ont débuté au milieu de terrain, pendant qu'en attaque, il y a eu Adam Bossu Nzali, Philippe Kinzumbi et Jonathan Ikangalombo.

Après une première période terne caractérisée par des déchets techniques, l'entraîneur a effectué des changements en seconde période, avec notamment les entrées d'Éric Kabwe, Jean-Marc Makusu, Boka Issaka, Zemanga Soze et Maxi Mpia Nzengele. C'est ainsi que les Léopards ont pu mener quelques actions dangereuses dans le camp ougandais. Mais l'on a noté toutefois une action nette de but des Cranes avec la tête d'un attaquant ougandais qui a trouvé le poteau gauche du gardien de but Siadi. C'était la grosse frayeur congolaise de la partie. Les deux équipes se sont donc séparées sur le score d'un nul blanc. Selon les statistiques, la possession de balle a été favorable aux Léopards avec 53 %, dix tirs dont deux cadrés contre cinq pour les Cranes.

« Ce que j'ai retenu du match, c'est ce qu'on craignait bien avant. On a joué contre une équipe balèze, une équipe très physique, avec beaucoup



Les Léopards A' de la RDC

d'automatisme, une équipe avec des joueurs qui jouent ensemble depuis bien longtemps, et des garçons qui ont fait la Coupe d'Afrique des nations où il y avait une forte cohésion dans leur organisation de jeu. Les enseignements chez nous, c'est qu'on a eu beaucoup de joueurs qui sont là pour une première fois, il y a eu cette pression qu'ils se sont mise avant ce match et dans le jeu. Il y a aussi le terrain qu'on n'a pas maîtrisé surtout en première mi-temps, beaucoup de joueurs ont changé de chaussures en seconde période, l'adaptabilité au niveau du

terrain nous a fait défaut en première mi-temps, nos joueurs tombaient souvent », a expliqué, dans un premier temps, Otis Ngoma, en conférence de presse d'après-match. Il a démarré le match avec une équipe dans laquelle on a retrouvé six joueurs de Mazembe. « On dit que Mazembe est en baisse... Une équipe qui est deuxième ou troisième du championnat au pays n'est pas en forte baisse. Et il n'y a rien à voir entre le nombre et le quota des joueurs d'un club en sélection. Je ne sais pas pourquoi Mazembe est en baisse, peut-être c'est un problème d'organisation col-

lective, ou de système de jeu, ou encore un problème entre l'entraîneur et les joueurs... L'équipe est indécise, mais les joueurs qu'on a fait venir et qui ont été alignés sont peut-être les sept meilleurs de Mazembe... ». Selon le sélectionneur des Léopards A', il y a toujours des rectifications à faire dans une composition d'équipe entre ceux qui ont bien donné et pas après un match, il y a de corrections à apporter au match suivant. Les Léopards n'ont donc pas remporté cette première rencontre dans un groupe considérée difficile. Otis Ngoma a, toutefois, rassuré sur la détermination

des joueurs pour le deuxième match contre la Côte d'Ivoire. « Lors du tirage au sort, tout le monde considérait notre groupe comme la poule de la mort. Ce premier match nous hantait un peu, on ne savait comment on allait l'aborder, on voulait le gagner, mais on a pris un mauvais départ, on n'a pas gagné des duels en première mi-temps, on a joué très bas et on n'a pas répondu au deuxième ballon, on a été dominé, mais on a rectifié en seconde période... L'équipe doit être forte contre la Côte d'Ivoire. Les joueurs sont déterminés. Le résultat de ce match va déterminer notre avenir, en tout cas une victoire va ouvrir une brèche à la qualification en attendant la dernière journée de la phase des groupes contre le Sénégal », a expliqué Otis Ngoma.

Il a conclu en insistant sur l'importance de la préparation car il n'y a plus de petites nations dans le sport. « Aujourd'hui, il n'y a plus de petites équipes, tout le monde travaille, il n'y a que ceux qui ne travaillent pas qui croient qu'il y a encore de petites équipes. Madagascar a surpris le grand Ghana. Ce qui compte aujourd'hui au niveau du football et dans le sport en général au haut niveau, c'est la préparation », a dit Otis Ngoma Kondi.

Martin Engimo

MAIRIE DE LOANDJILI

Le secrétaire général arrêté

Naul Analuch Ngobi Lendzo, secrétaire général du quatrième arrondissement de Pointe-Noire, Loandjili, est aux arrêts depuis le 17 du mois en cours. Il est entre les mains de la Centrale d'intelligence et de documentation ex-DGST, soupçonné de trafic de documents administratifs. Le média en ligne «Brazza Net» indique qu'il aurait délivré la nationalité congolaise aux étrangers qui ne remplissent aucun critère pour en bénéficier.

Le secrétaire général de Loandjili, actuellement aux arrêts, pourrait être transféré à Brazzaville où la direction générale de la Centrale d'intelligence et de documentation devrait creuser le dossier pour en savoir plus. Il n'est pas exclu qu'il soit par la suite transféré au Parquet. En attendant l'aboutissement de l'information ouverte, Naul Analuch Ngobi Lendzo jouit de la présomption d'innocence.

La même source indique que d'autres autorités locales, hiérarchiques, du quatrième arrondissement de Pointe-Noire, voire d'autres arrondissements de cette ville, seraient aussi impliquées.

Le secrétaire général arrêté Naul Analuch Ngobi Lendzo



Rominique Makaya

EN VENTE

MATIERE DE LENTEUR
RECUEIL DE POESIE

Je réside dans les mots empruntés
aux territoires fables de la France
ex-colonies de la poésie poétique
je réside dans les mots étroits,
des mots chevillés qui me situent
en langue intermédiaire
entre deux pays m'appartenant
deux pieds d'un homme à une élite.

Je réside dans les mots ombragés
quand ne grandit pas le tonnerre
pendant l'hiver et que
les kits scolaires disparaissent et entrent
dans le couloir de vie avec tant de hargne.

Essentiellement poète Omer Massem est
universitaire et acteur culturel. Il vit à Brazzaville
en République du Congo. Il est l'auteur de "Le
Contre sans manchettes" (2011), de "Ne plus voir:
Paroles altérées pour Jean-Blaise Bilombo Samba"
(2013), de "Les Fragments sauvagés" (2014).
"Matière de lenteur", initialement publié en
édition bilingue (français-français) en 2019, est son
quatrième recueil de poésie.

15 €

les éditions +

Laurent Tongo

**LE DROIT DES MARCHÉS PUBLICS
DANS LES ÉTATS MEMBRES
DE LA CEMAC**
ÉTUDE COMPARÉE

ESSAI

Omer MASSEM

**Ne laisse pas la nuit
tomber sur tes épaules**

TOCTES DES CINQ CONTINENTS

L'Harmattan

Roland BEMBELLY

**Code des
Hydrocarbures
du Congo**

Notes, commentaires, jurisprudence et éléments de droit comparé

Roch Cyriaque GALEBAYI

**Le Commandant
Marien Nguabi**
(1938-1977)

Un leader charismatique
et un modèle pour l'Afrique

Préface du Pr. Théophile OBENGA

Jacques N'GOULOU

**Paradoxe de
l'agriculture congolaise**

Préface de Jean Jacques BOUYA
Ministre de l'Aménagement de l'Équipement du Territoire
et des Grands Travaux

Noëly Galoy

**Les Grandes Femmes
sont faites de petites
filles**

Éditions

Sorel Etang

L'université de la forêt
Avec les Pygmées Akas

NOUVELLES
TERRES

pub

Rigobert Sabin BANZANI

**Le droit de l'urbanisme
au Congo**
Stratégies publiques de maîtrise foncière
et pratiques privées

L'Harmattan
Congo-Brazzaville

Placide Mwaanga

**PRÉSIDENTS ET MINISTRES
DU CONGO-BRAZZAVILLE
(1958-2021)**

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés

SOCIÉTÉ

CEEAC

Vers la mise en place d'une politique maritime intégrée

Les travaux de la deuxième phase des réunions préparatoires de la première édition de la Conférence maritime de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) ont été lancés le 17 janvier, à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo (RDC).

La réunion concerne le segment des experts attirés du Comité technique spécialisé de la défense, la sûreté et la sécurité de la CEEAC élargi au secteur maritime et connexes (marine marchande, mines, pêche, économie, plan, finances, environnement et transport).

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le secrétaire général du ministère de l'Intégration régionale et Francophonie de la RDC, Donatien Songhu Kayumba, en présence du président de la Commission de la CEEAC, Gilberto Da Piedade Verissimo, des commissaires de la Commission de la CEEAC, des partenaires techniques et financiers et des délégués venus de la presque totalité des Etats membres de cette institution sous-régionale. Les experts du Rwanda participent aux travaux par

visioconférence.

Au cours de leurs interventions respectives, Gilberto Da Piedade Verissimo et Donatien Songhu Kayumba ont rappelé l'importance des ateliers régionaux de la CEEAC organisés du 28 novembre au 2 décembre 2022, dans la perspective de l'organisation de la première conférence maritime et qui avaient pour objectif général d'impliquer toutes les entités nationales concernées par les questions maritimes et connexes en vue de s'approprier des projets de stratégie et de la politique maritime, de manière à garantir une participation active et efficiente de chaque Etat membre aux travaux. Les participants aux travaux débattront sur plusieurs sujets inscrits à l'ordre du jour, à savoir le projet des principaux axes de la politique maritime de la CEEAC ; le



Les participants aux travaux

protocole d'accord révisé relatif à la sûreté et la sécurité des intérêts vitaux en mer et dans les eaux continentales des Etats membres de la CEEAC ; la stratégie de sûreté et de sécurité maritime de l'Afrique centrale. Soucieux de doter la sous-région d'une politique

maritime intégrée, le président de la Commission de la CEEAC et le secrétaire général du ministère de l'Intégration régionale et Francophonie ont invité les participants à « travailler avec abnégation, sans relâche, dans la concorde et dans un esprit de fra-

ternité en vue de parvenir à l'objectif poursuivi, à savoir celui de produire un travail de haute facture, devant aider notre Communauté à disposer d'un instrument lui permettant de faire face aux enjeux de développement économique intégré ».

Yvette Reine Nzaba

MARCHÉ DES CAPITAUX

Des Awards pour célébrer les meilleurs acteurs de la Cémac

La capitale économique du Cameroun, Douala, célébrera du 23 au 24 mars prochain la première édition des Awards du marché des capitaux de la zone Cémac (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) destinés à récompenser les meilleurs acteurs de ce secteur.

Organisée par La Lettre Sarl, une société de droit camerounais, en partenariat avec la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (Bvmac), l'édition dénommée « The Awards of Cémac's Capital Market » intervient à la suite d'une sélection rigoureuse menée par un comité scientifique indépendant.

Elle se fixe comme objectif de primer, entre autres, des professionnels du monde de la haute finance internationale, des universitaires, des acteurs des sociétés de bourse et des spécialistes de valeurs de trésor qui se sont illustrés par leurs prestations au cours des deux dernières années. Au cours de ces Awards, des prix spéciaux seront également décernés à certaines personnalités ou institutions qui ont marqué le marché des capitaux de la Cémac.

Selon le président du comité d'organisation de cet événement, Salomon Douala Epale, les objectifs



La façade principale du siège de la Bvmac à Douala, au Cameroun/DR

poursuivis par la société La Lettre Sarl et la Bvmac se résument par la volonté des deux partenaires de promouvoir la culture du marché des capitaux en zone Cémac,

contribuer à l'approfondissement dudit marché; créer une émulation entre les acteurs, vulgariser les produits financiers proposés par ce marché, informer les investisseurs sur les opportunités

qu'offrent les marchés financier et monétaire de l'Afrique centrale.

Ces Awards se projettent d'être un événement annuel rotatif dans les six Etats membres de la Cé-

mac. En marge de la soirée de gala au cours de laquelle seront distingués les meilleurs acteurs du marché des capitaux, un séminaire atelier sera organisé à l'attention des cadres des institutions financières publiques ou privées, des sociétés listées ou non pour leur introduction en bourse.

Une vingtaine de stands d'exposition sera mise à la disposition des sociétés de bourse ainsi que celles de gestion des portefeuilles.

La société La Lettre Sarl, forte d'une expérience de près de vingt ans dans la communication spécialisée sur le marché des capitaux, dispose d'un personnel spécialisé dans la lecture, l'analyse et la compréhension des enjeux et opportunités des marchés des capitaux. Elle se dit être à la disposition des acteurs des marchés des capitaux de la Cémac pour les accompagner dans leurs différentes activités.

Guy-Gervais Kitina